



*Guinea-Bissau*

Programme des Nations Unies pour le Développement

et

Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)

**Renforcement des Capacités d'Analyse et de Formulation des Politiques et de  
Gestion de l'Aide**

**Rapport Annuel 2016**

(Du 01 Janvier au 31 Décembre 2016)

Préparé :

DGP/MEF - PNUD

## **I - Contexte**

La crise politique a persisté au cours de l'année 2016. Après une impasse politique déclenchée par la démission par le Président Vaz du Premier Ministre élu Domingos Pereira et son gouvernement à la mi-août 2015, le pays a été secoué par une autre impasse au début 2016, en dépit des efforts déployés pour favoriser le dialogue pour la réconciliation. Ce dernier a été initié par l'expulsion, à la mi-janvier 2016, de quinze députés du parti au pouvoir PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert), pour avoir voté contre leur programme gouvernemental, empêchant ainsi son approbation parlementaire. En représailles, les membres expulsés se sont joints au deuxième plus grand parti d'opposition, le PRS (Parti pour le Renouveau Social) et ont créés la «nouvelle majorité» au parlement pour vaincre le PAIGC. Cependant, cette nouvelle majorité n'a jamais été efficacement exercée, étant donné que depuis lors le parlement a été bloqué en raison d'un désaccord entre les deux principaux partis sur la légitimité des députés expulsés de garder leurs sièges au Parlement tout en étant expulsés de leur parti. Les tentatives de résolution judiciaire du différend n'ont pas abouti. En réalité, les chutes successives des gouvernements résultaient en partie du fait que le Parlement n'était pas parvenu à s'entendre pour organiser des séances pour discuter et voter les programmes et budgets présentés. À la suite de la démission du Premier ministre élu à la mi-2015, le pays a été témoin de quatre premiers ministres et cabinets respectifs, dont trois en 2016, chacun des gouvernements ayant duré moins de cinq mois.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a élaboré une feuille de route en six points pour un gouvernement inclusif. L'adoption de la réforme constitutionnelle par les principaux partis politiques le 10 septembre 2016 constitue un espoir de stabilité politique jusqu'aux élections de 2018. Cependant, l'accord n'est pas encore mis en œuvre puisque les signataires ont des interprétations différentes de son contenu, en particulier sur le processus de choix du Premier Ministre consensuel. Cela a amené le Président à nommer le nouveau Premier Ministre avec le soutien du PRS et de quelques petits partis, mais avec le désaccord du PAIGC et d'autres petits partis.

La crise actuelle a entraîné l'absence d'un budget approuvé, ce qui empêche le gouvernement de répondre à ses besoins financiers en matière de fourniture de biens et de services publics, en particulier dans les domaines sensibles de l'éducation et de la santé. Il en résulte également une fragilité continue des institutions nationales dans tous les domaines, en particulier au niveau local, où l'administration publique est quasiment absente, y compris des moyens limités de fonctionnement, de personnel démotivé et instable et un risque fiduciaire élevé qui affecte la capacité d'absorption, et le niveau de productivité des projets. Des partenaires clés tels que la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et l'Union Européenne ont suspendu l'appui budgétaire au Gouvernement en conséquence de la crise, réduisant ainsi les possibilités de

mobilisation de ressources pour les investissements dans la prestation de services de base.

Compte tenu de la situation financière difficile du pays, la période couverte par le présent rapport a été marquée par plusieurs grèves sur fond de revendications de paiement d'arriérés de salaires, y compris dans le secteur de l'éducation et de la santé et du Ministère de l'Économie et des Finances, qui ont eu des effets négatifs sur le début de l'année scolaire, sur l'état de santé de la population et sur la collecte des recettes.

## **II - Performances enregistrées dans les domaines d'intervention**

Au cours de l'année 2016, les interventions se sont été poursuivies sur la base du plan de travail annuel du projet. Bien que les cibles retenues n'aient pas été totalement atteintes, des avancées ont été réalisées (voir le résumé dans le tableau ci-dessous).

<b>PRODUITS ATTENDUS</b> <b>Output 21 - CPD 2016-2020-</b>	<b>ACTIVITÉS PLANIFIÉES</b>	<b>État d'avancement</b>
<b>Produit de Projet 1</b> La Direction Générale du Plan dispose d'études et des évaluations permettant de restructurer le système de planification, le suivi et évaluation de la pauvreté, les formuler les indicateurs nationaux des Objectifs de Développement Durables (ODD) et de faire le point sur la résilience politique, économique et sociales du pays	Recruter un Consultant International pour l'évaluation du système national de planification	Pas atteint : Les TdR ont été préparés mais la consultation n'a pas pu se réaliser en raison de l'instabilité gouvernementale
<b>Point de référence:</b> Le système national de planification non-opérationnel, information insuffisante sur la pauvreté multidimensionnelle en Guinée-Bissau (GB) et l'inexistence d'évaluation de la résilience du pays	Produire le Rapport final de l'évaluation du système national de planification  Produire le Rapport Final de l'étude sur la pauvreté multidimensionnelle	Pas Atteint : cette activité est liée à la précédente  Pas atteint : Le consultant international sélectionné n'est pas venu. Le PNUD a sollicité l'appui d'autre consultant qui a préparé un rapport préliminaire. Le rapport final a été disponible au cours du troisième.  Pas atteint : La révision envisagée implique une participation de toutes les institutions, malheureusement l'ambiance socio-politique n'a pas permis de réaliser cette activité qui demeure pertinente
<b>Indicateurs:</b>	Réviser le Plan Stratégique Opérationnel (PEO)	Une seule réunion a pu être organisée réalisée au Ministère des Affaires Etrangères
1 Disponibilité d'un rapport d'évaluation du Système National de Planification	Réaliser des réunions périodiques du Groupe Consultative sur le PEO	Partiellement atteint : Faisant suite au lancement du dialogue national sur les ODD en juin 2015 (sensibilisation à Bissau et dans les 08 régions) ; les actions suivantes ont été développées : Le Chronogramme pour la hiérarchisation intégration et suivi des ODD a été validé et les groupes thématiques ont été constitués
2 Disponibilité d'une étude sur la pauvreté multidimensionnelle	Formuler les indicateurs nationaux des ODD et produire le premier rapport de Suivi d'ODD en GB	Le Chronogramme pour la hiérarchisation intégration et suivi des ODD a été validé et les groupes thématiques ont été constitués  Partiellement atteint : L'alignement du PRD d'Otio avec le PEO a été réalisé. Une méthodologie d'élaboration et d'alignement des PRD avec le PEO a été élaborée et validée par un projet congénère LED L'alignement des PRD des autres 7 régions est prévu au cours de l'année 2017
3 Disponibilité d'une Étude sur la résilience politique, économique, sociale et environnementale	Aligner les Plans Régionaux de Développement (PRD) sur le PEO	Partiellement atteint : L'alignement du PRD d'Otio avec le PEO a été réalisé. Une méthodologie d'élaboration et d'alignement des PRD avec le PEO a été élaborée et validée par un projet congénère LED L'alignement des PRD des autres 7 régions est prévu au cours de l'année 2017
<b>Cibles:</b>	Réaliser 02 ateliers de lancement et d'approbation de l'évaluation de la résilience	Atteint : Deux (02) ateliers ont été organisés au cours du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2016 mais la validation a eu lieu en février 2017.

<b>PRODUITS ATTENDUS</b> <b>Output 21 - CPD 2016-2020:</b>	<b>ACTIVITÉS PLANIFIÉES</b>	<b>État d'avancement</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 01 rapport de l'évaluation du système national de planification disponible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recruter un consultant international pour l'étude sur la résilience</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Atteint: Consultant international recruté</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 01 rapport sur la pauvreté multidimensionnelle disponible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recruter deux consultants nationaux pour l'étude sur la résilience</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas Atteint en raison du changement de la méthodologie. Le Consultant international a réalisé ses travaux en s'appuyant sur une équipe technique nationale constituée par divers institutions publiques des OSC et du secteur privé.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 01 évaluation de la résilience politique, économique et sociale disponible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Produire le rapport final d'évaluation sur la résilience</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Atteint: le Rapport est disponible en version française et en attente de la traduction en portugais</li> </ul>
<p><b>Produit de Projet 2</b>  La Direction Générale du Plan (DGP) et l'Institut National de la Statistique (INE) produisent des données statistiques quantitatives et qualitatives pour le suivi de la situation économique et la gestion budgétaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réaliser 04 Ateliers de présentation de l'HPC, des données sur la Démographie, le Commerce Extérieur et la Conjoncture, dont le dernier inclut le bulletin Annuel de Statistique ainsi que les comptes nationaux</li> <li>Produire des Bulletins trimestriels Guinée-Bissau en Chiffres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partiellement atteint : Deux ateliers réalisés</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disponibilité du rapport sur les Comptes Nationaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réaliser un atelier de lancement du modèle de projection économique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partiellement atteint: 1 bulletin du 1<sup>er</sup> trimestre produit</li> </ul>
<p><b>Subtotal Produit de Projet 2</b></p>		
<p><b>Produit de Projet 3</b>  L'École Nationale de l'Administration (ENA) dispose des curriculums de formation initiale en comptabilité publique, en fiscalité et douanière</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réaliser au niveau de l'École Nationale d'Administration (ENA) une étude diagnostique de mise en place des filières de formation professionnelles initiales en comptabilité publique, fiscale et douanière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>03 ateliers ont été organisés à Bissau, S. Domingos e Canchungo em</li> </ul>
<p><b>Point de référence:</b>  inexistence de formations professionnelles initiales en comptabilité publique, fiscalité et en douane</p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Non atteint : l'assistance technique du pôle de Dakar n'a pas pu être mobilisée</li> </ul>
<p><b>Indicateur:</b></p>		
<p>Disponibilité d'un curriculum formation professionnelles initiales en comptabilité publique, fiscalité et douane</p>		
<p><b>Cible:</b></p>		

PRODUITS ATTENDUS Output 21 - CPD 2016-2020-	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	État d'avancement
03 curriculum pour la formation professionnelles en comptabilité publique, fiscalité et douane sont validés et disponibles		
<b>Produit de Projet 4</b>	Organiser trois sessions de formation sur la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) en mettant l'accent sur le suivi/évaluation: elles seront réparties comme suit : Une session pour les ministères sectoriels, Une pour le personnel technique d'appui au parlement et une pour la société civile	1 atelier de formation a été organisé en décembre 2016 a Buba avec 60 participants venus des régions de Bolama, Tombali, Quinara e Biombo sur financement de l'UNICEF.
Les institutions et de la société civile publiques chargées de la planification stratégique disposent de la capacité d'élaboration, mise en œuvre, suivi et évaluation des programmes et des budgets pour promouvoir le développement durable au niveau national et local	Réaliser deux ateliers de formations sur la chaîne de Préparation Planification Budgétisation et Suiviévaluation (PPBS)	Activité non réalisée en raison de l'indisponibilité de de l'assistance technique du Pole de Dakar
<u>Point de référence:</u>	Organiser un atelier de formation régionale en finances publiques et développement	2 cadres nationaux ont participées au séminaire régional organisé à Dakar sur la thématique des Finances Publiques
La faible connaissance et pratique de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) des cadres, des fonctionnaires publics et la société civile	Mettre à disposition 10 cadres pour renforcer la chaîne PPBS dans les institutions ciblées	Attient : 8 cadres recrutés et déjà mis en place
<u>Indicateurs:</u>		
<u>Cibles:</u>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 05 institutions publiques et 05 de la société civil bénéficient de la formation en GAR</li> <li>• 40 personnes ont des compétences en planification et suivi des programmes et budgets</li> </ul>		
<b>Produit de Projet 5:</b>	Réaliser un atelier de validation du cadre légal de l'Agence Publique d'Investissement (API) comme partie du plan stratégique de la transformation de la Direction Générale de la Promotion d'Investissement Public (DGPIP) en API	Attient : L'atelier de validation a été réalisé et le cadre légal pour la transformation de la DGPIP en l'API est disponible.
La Direction Générale de l'Investissement Publique dispose d'un cadre légal pour sa transformation en Agence Publique d'Investissement et d'une évaluation des statuts des entreprises enregistrées par le Centre de formalisation des Entreprises (CFE)		
<u>Point de référence:</u>		



<b>PRODUITS ATTENDUS</b> <b>Output 21 - CPD 2016-2020:</b>	<b>ACTIVITÉS PLANIFIÉES</b>	<b>État d'avancement</b>
<b>Cible:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 01 document de stratégie de mobilisation de ressources disponible</li> <li>• 01 Plateforme de Gestion de l'Aide est opérationnelle et décentralisée à la DGP et dans cinq ministères pilotes</li> <li>• Un mécanisme de coordination et gestion de l'aide est mise en place</li> </ul>		

### III - Prise en compte des aspects transversaux

Les thématiques transversales ont été largement prises en compte dans l'élaboration de la nouvelle stratégie du pays ainsi que le plan de développement « Terra Ranka ». Ces thématiques (Genre, Droits Humains, VIH/Sida, Environnement) ont été prises en compte dans les réflexions menées dans le cadre de la définition de la nouvelle stratégie du PNUD, et considérées dans l'exécution des activités, à travers la sensibilisation des partenaires de mise en œuvre pour assurer la prise en compte de ces thématiques dans l'agenda de développement, notamment la formulation et l'actualisation des politiques publiques et des lois.

### IV - Performance enregistrée dans la gestion des fonds

Un budget de 933,896 USD (Fonds PNUD/BAD) a été mobilisé pour l'année 2016.

Award # in Atlas	Programme Name	Project/Budget Number	Total Budget (2016)	2016 Annual Expenditures (Jan-Dec 2016)	Delivery Rate %	Project Duration	Status (active/completed)	Approval Date and Authorization Period
00073852	Formulation des Politiques	00086472	933,896.95 USD	628,516.98 USD	67.3%	3 years	Active	Jun 2013– Dec 2017
	TOTAL		933,896.95 USD	628,516.98 USD	67.3%			

### V - Développement des partenariats et mobilisation des ressources

Durant cette période plusieurs contacts ont été établis avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) intervenants dans les mêmes thématiques du projet (BAD, UE, BM, FMI, Coopération Française, Pole de Dakar, Afritac etc.) visant la création de partenariats futurs pour le renforcement des capacités nationales.

### VI - Gestion des risques

Cette année nous avons repris la modalité d'exécution financière ACT/Face, avec le transfert partiel des fonds au principal partenaire de mise en œuvre, le MEF, a assuré la supervision de l'exécution des certaines activités en utilisant les structures techniques nationales. Il n'y a pas eu de risques significatifs, en effet les activités réalisées par le partenaire d'implémentation (MEF) sont directement supervisées para l'unité de projet du PNUD, comprenant le Conseiller Technique Principal et le Chargé de Programme (PNUD), assurant ainsi l'application des règles et procédures standard (POPP).

### VII - Contraintes et opportunités

**Contraintes** - L'administration publique est en cours de restructuration et les problèmes de capacité et de qualité des ressources humaines continuent d'être une préoccupation. Comme décrit en introduction, l'instabilité gouvernementale a beaucoup influencé la mise en œuvre des activités.

**Opportunité** – On note une appropriation grandissante par la partie nationale des nouvelles règles en matière de mise en œuvre des projets (NIM).

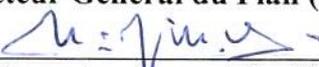
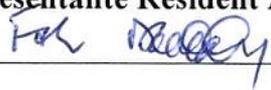
### VIII - Défis, réponses et leçons apprises

Les défis restent essentiellement liés au renforcement des acquis des assistances fournies dans les domaines de renforcement des capacités des administrations. Malheureusement il est à déplorer les restrictions financières auxquelles le projet continu à être confronté.

### IX - Recommandations

Pour pallier aux restrictions financières ci-dessus évoquées la mobilisation des ressources additionnelles doit être au centre des préoccupations de toutes les parties prenantes de ce projet.

### Signatures

<b>Pour le Partenaire de mise en œuvre :</b> <b>Nom &amp; Prénoms : Malam Mané</b> <b>Titre : Directeur General du Plan (MEF)</b> <b>Signature :</b>  <b>Date:</b> 17/05/17	
<b>Pour le Gestionnaire du portefeuille :</b> <b>Nom &amp; Prénoms : Dauda Sau</b> <b>Titre : Spécialiste de Programme/Cluster de Développement Durable</b> <b>Signature :</b>  <b>Date:</b> 17/05/17	
<b>Pour le PNUD :</b> <b>Nom &amp; Prénoms : Gabriel Dava</b> <b>Titre : Représentante Résident Adjoint - Programme</b> <b>Signature:</b>  <b>Date:</b> 17/05/17	